

# Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

## Agir contre la discrimination syndicale au travail : le droit en pratique

par *Rachel SPIRE*

Avant-propos de *Pascal RENNES*

Post-face de *Bernard THIBAULT*

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton**  
(pages 3 et 4 de la couverture)



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)

# Agir contre la discrimination syndicale au travail : le droit en pratique

par Rachel SPIRE, DEA de Droit social

## PLAN DÉTAILLÉ

<b>Introduction</b> .....	171	<b>C. Le choix du juge et de la procédure</b> .....	198
<b>I. Les abords difficiles de la discrimination syndicale</b> .....	175	1) Le demandeur .....	198
<b>A. Une pratique patronale aux formes multiples</b> .....	175	2) Plusieurs fondements légaux.....	199
1) La discrimination ponctuelle.....	175	3) Au civil.....	202
2) La discrimination continue.....	177	4) L'action pénale, une menace efficace.....	207
3) Une stratégie patronale.....	179	<b>III. De l'action judiciaire à la négociation collective, quelle articulation ?</b> .....	208
<b>B. Les dilemmes du militant</b> .....	182	<b>A. La réparation complète</b> .....	208
1) La tradition du sacrifice .....	182	1) L'affaire Peugeot à Sochaux.....	208
2) Les conflits internes.....	183	2) A Ratier Figeac, dans le Lot.....	209
3) Les mentalités changent.....	184	3) Au Groupement des assurances nationales (GAN), à Bordeaux .....	210
<b>C. L'évaluation complexe du préjudice</b> .....	185	<b>B. Les conditions d'une bonne négociation</b> .....	211
1) Un préjudice pluriel pour les salariés .....	185	1) La négociation collective, "à froid" ou "à chaud" .....	211
2) Le syndicat victime .....	186	2) Le contenu des accords.....	212
3) Les enjeux d'une réparation complète .....	188	3) Trois exemples d'accords.....	214
<b>II. La mobilisation des instruments juridiques</b> .....	190	<b>C. L'importance du collectif</b> .....	216
<b>A. L'évolution du régime de la preuve</b> .....	190	1) La constitution d'un "collectif" proprement dit.....	216
1) Sur la quasi-inversion de la charge de la preuve.....	190	2) L'élaboration d'une stratégie syndicale .....	217
2) Les moyens d'allégation et de preuve.....	191	<b>Post-face de Bernard Thibault</b> .....	219
3) La méthode de François Clerc.....	193	<b>Annexes :</b>	
<b>B. L'inspection du travail</b> .....	194	– Sources jurisprudentielles .....	222
1) Quels pouvoirs pour quels usages ? .....	195	– Bibliographie .....	229
2) L'autorisation administrative.....	197	– Autres sources juridiques utiles .....	231
3) Exemple de collaboration étroite avec l'inspecteur du travail : Photomaton.....	198		

● Cette recherche a été réalisée dans le cadre de la convention conclue (projet n° 3 de 2004) entre l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires) « au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs » et la Confédération générale du travail (Cgt).

● Je tiens à remercier Pascal Rennes et Fabrice Pruvost qui m'ont fait confiance, ainsi que Sandra Limou et Sonia Athmani qui ont mis leur pierre à l'édification de ce travail de recherche. Je remercie également Tiennot Grumbach, François Clerc et Alban Cappello qui ont mis leurs documents à ma disposition ; ainsi que Sylviane, Muriel, Anne et Emilie pour leur bonne humeur et leur soutien.